

Extrait du Pour Info - FSU - En ligne

<http://pour-info.fsu.fr/CDFN-du-19-mars-2014-texte-action.html>

CDFN du 19 mars 2014, texte action

- N°518 - Du 24 au 28 mars - 2014 -

Date de mise en ligne : jeudi 27 mars 2014

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

Les politiques d'austérité menées en Europe continuent d'enfermer les populations dans une spirale récessive. Les conditions de vie de la grande majorité des citoyens se dégradent faisant de l'emploi, du pouvoir d'achat, des services publics et de la protection sociale des préoccupations essentielles. Le gouvernement s'enfoncé dans une logique économique libérale et mène une politique de réduction du « coût du travail » qui se fait au détriment des acquis sociaux et de la protection sociale, boucliers contre les inégalités et ce sans relancer l'emploi. Il se refuse à interroger le coût du capital et notamment le fait que ces 25 dernières années les dividendes versés aux actionnaires ont explosé au détriment de l'investissement productif, de l'emploi et des salaires.

La FSU condamne ces politiques qui ont échoué sur le plan économique, et engendrent de surcroît une désespérance sociale et des replis sur soi qui font le lit des idées d'extrême droite.

Les entreprises reçoivent des milliards d'aides publiques sous la forme d'allègements ou d'exonérations sans aucune conditionnalité ni évaluation de l'efficacité de ces aides en matière d'emploi et d'investissements, et sans contrôle. Si le gouvernement ne dit pas comment cette politique sera financée, personne n'est dupe. Il va s'en prendre inévitablement aux mécanismes de la solidarité nationale sans apporter aucune réponse aux besoins sociaux qui augmentent. Le financement de la protection sociale et des services publics sont clairement la cible de ces économies. Même l'éducation, pourtant priorité nationale, pourrait être dans le viseur.

Le Pacte de responsabilité, initié par le gouvernement, qui entraîne 30 milliards de baisse des cotisations sociales patronales et donc une nouvelle diminution des dépenses publiques est inacceptable. Ce sont au total 50 milliards d'économie qui sont programmés sur les 3 prochaines années et qui renforcent la logique d'austérité.

Non seulement, la FSU estime que le gouvernement doit informer clairement la population sur la façon dont il compterait financer ce pacte de responsabilité mais elle n'acceptera pas que cela puisse se faire sur le dos de fonction publique et de ses personnels.

Il est donc urgent d'imposer un changement de cap. C'était le sens de la journée interprofessionnelle de mobilisation du 18 mars.

Sur ces bases, la FSU entend poursuivre dans une démarche syndicale la plus large possible ses actions pour contraindre le gouvernement à réorienter ses choix en matière économiques et sociales. Elle cherchera pour cela les conditions de mobilisations qui rassemblent massivement les personnels.

La FSU reste convaincue que la relance de l'emploi exige un plan socialement utile, d'investissements industriels, de sécurisation de l'emploi pour les salariés, de création d'emplois de qualité, de relance du pouvoir d'achat et de développement des services publics. L'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé, celle des pensions et retraites, est aussi une priorité à la fois pour la reconnaissance du travail des salariés mais aussi parce que c'est un facteur d'une relance économique répondant aux besoins de la population. Elle rappelle son exigence d'une réforme fiscale juste et solidaire s'inscrivant dans une harmonisation fiscale européenne par le haut.

Le rôle de la fonction publique doit être reconnu et valorisé. Education, Formation, Recherche, Culture, Agriculture, Environnement, Justice, Sport...mais aussi dans les territoires, partout la fonction publique comme les services publics sont créateurs de richesse et participent au développement de l'activité et de l'attractivité de notre pays. Plus que jamais ils sont une nécessaire condition à la cohésion sociale et le gage d'égalité d'accès aux droits fondamentaux (santé, éducation, ...) pour tous sur le territoire. Ils doivent être soutenus et développés, et c'est particulièrement vrai en période de crise.

Et la reconnaissance du travail des agents de la fonction publique ne peut plus attendre.

Or, nous assistons à une stagnation du SMIC, la poursuite du gel du point d'indice, une diminution du salaire net des

agents de la fonction publique... : c'est inacceptable. La FSU exige qu'il soit mis un terme au gel du point d'indice et que s'ouvrent des négociations pour la reconstruction de la grille permettant la revalorisation de tous les métiers.

La FSU continuera de porter ses revendications pour tous les agents de la fonction publique lors des discussions sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations. Elle n'acceptera aucune régression pour les agents, que ce soit en terme d'emploi, de conditions de travail, de statut ou de salaire.

En ce qui concerne la protection sociale, supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à diminuer le salaire socialisé. La FSU n'acceptera pas le transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages (y compris par la fiscalité locale). Elle réaffirme son attachement aux droits familiaux financés par la branche famille de la sécurité sociale.

Création d'emplois durables et de qualité, recul des inégalités et de la pauvreté, amélioration et développement des services publics sur l'ensemble du territoire...le gouvernement doit maintenant entendre les revendications des organisations syndicales et répondre aux attentes des salariés, des chômeurs, des jeunes et des retraités.

Si le manque de perspectives, d'alternatives crédibles, le désarroi, pèsent sur le climat social, il ne doit pas donner lieu à désespérance et repli sur soi ; les organisations syndicales ont la responsabilité d'agir pour permettre l'expression des mécontentements et des inquiétudes et faire converger les revendications de la population. Il s'agit de créer un rapport de forces pour peser afin de réorienter les choix économiques, sociaux et environnementaux du gouvernement et de gagner des droits et des améliorations pour les personnels et l'ensemble de la population. La FSU réaffirme la nécessité d'une autre redistribution des richesses qui depuis 30 ans a évolué en défaveur des revenus du travail.

Il est indispensable pour cela de convaincre de la possibilité d'alternatives et d'organiser le rassemblement des salariés ainsi que leurs mobilisations dans le cadre unitaire le plus large possible.

C'est d'autant plus important dans une période de remise en cause des valeurs que nous portons (égalité, libertés, démocratie...), dans un contexte où l'ordre moral et toutes formes de xénophobie s'expriment sans complexe. La FSU continuera à participer à la construction de mobilisations unitaires pour répondre à l'offensive réactionnaire sur les questions des droits et libertés. Elle poursuivra son engagement contre les idées et pratiques de l'extrême droite avec l'intersyndicale du 29 janvier et dans les initiatives locales.

Les organisations syndicales porteuses d'une orientation de transformation sociale ont une responsabilité particulière dans cette bataille de conviction contre les politiques austéritaires et pour des choix alternatifs. C'est pourquoi la FSU poursuit ses rencontres, débats et mobilisations avec les personnels.

Elle sera attentive aux formes et conditions de convergences permettant l'échange et la mobilisation de forces syndicales, associatives et politiques, en lien avec son projet syndical.

La FSU confirme sa proposition d'une journée nationale d'action unitaire dans la Fonction publique notamment pour l'augmentation des salaires, des pensions. Elle participera pour cela à la prochaine rencontre des fédérations de fonctionnaires. Elle prendra sa décision en construisant cette action avec les personnels.

La FSU poursuit également son engagement dans Convergence Service Public.

La FSU apporte son soutien à ses syndicats nationaux qui, dans leur secteur, ont décidé des actions.

La FSU s'engage d'ores et déjà pleinement dans la manifestation du 4 avril à Bruxelles organisée par la CES en faveur d'un plan européen pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité. Elle participera aux initiatives de l'Atersommet qui seront organisées dans la semaine du 15 mai. Car c'est bien la bataille contre les politiques d'austérité qu'il nous faut gagner !

Elle prend contact dès à présent avec l'ensemble des organisations syndicales pour faire du 1er mai un grand rendez-vous de revendications sociales dans l'unité la plus large possible.

Le CDFN de la FSU dénonce l'utilisation d'armes dangereuses par les forces de police lors de la manifestation du 22 février dernier à Nantes contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes. La police a blessé de nombreuses personnes et éborgné deux jeunes manifestants. La FSU demande que toute la lumière soit faite sur ces violences. Le droit à manifestation doit être préservé en garantissant la sécurité de chaque manifestant.